

# La classe moyenne est sous pression dans les pays de l'OCDE

De nombreuses personnes, dans les pays de l'OCDE, voient avec pessimisme leur situation personnelle. L'accès à la classe moyenne se complique tout particulièrement pour les jeunes et les familles. *Michael Förster, Horacio Levy*

**Abrégé** Dans les pays de l'OCDE, la plupart des gens vivent dans des ménages à revenu moyen et se réclament de la classe moyenne. Or, cette catégorie de population considère de plus en plus sa situation économique comme menacée. Certains indices montrent que, ces trente dernières années, la classe moyenne s'est contractée dans la plupart des pays de l'OCDE et a perdu de son poids économique. Les jeunes et les familles avec enfants ont aujourd'hui plus de difficultés à y accéder. Les perspectives du marché du travail sont toujours plus incertaines : les emplois standards et moyennement qualifiés disparaissent en raison des mutations technologiques et de la mondialisation. La classe moyenne subit une pression croissante due à la hausse du coût de la vie et de ses propres exigences, ce qui aboutit parfois à un fort endettement. Pour qu'elle reprenne confiance, il faut une politique efficace. Il est notamment nécessaire d'intervenir dans les domaines de la formation, de la fiscalité et du logement.

Dans de nombreux États industrialisés, on relève depuis quelque temps de nouvelles formes de nationalisme, de populisme et de protectionnisme. Le phénomène est souvent mis en relation avec le fait que le niveau de vie de la classe moyenne stagne. Celle-ci rejette donc en partie l'intégration mondiale et les institutions publiques. Elle estime, en outre, que sa propre situation économique est de plus en plus menacée. Il règne un sentiment d'incertitude et de peur<sup>1</sup>.

Depuis trente ans, les revenus moyens croissent moins fortement que ceux des catégories sociales les plus favorisées. Dans tous les pays de l'OCDE, le revenu médian réel – autrement dit celui du ménage qui se situe exactement au milieu de l'éventail des revenus – a moins augmenté que la moyenne (voir *illustra-*

*tion 1*). Cette évolution a été particulièrement marquée aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Mexique, où la croissance annuelle des revenus moyens a été inférieure d'au moins 0,3 % à la moyenne nationale.

Dans quatre pays seulement, les revenus moyens ont crû plus rapidement que la moyenne, mais de façon, il est vrai, très différente. Alors qu'aux Pays-Bas et surtout en Israël, l'on pouvait constater une forte croissance des revenus globaux réels, ceux-ci stagnaient au Japon et reculaient dramatiquement en Grèce dans la foulée de la crise financière mondiale (voir *illustration 2*).

Dans les pays de l'OCDE, six personnes sur dix en moyenne vivent dans des ménages à revenu moyen. Cela signifie que le revenu du ménage se situe entre les trois quarts et le double du revenu médian du pays respectif. La proportion de ces ménages va de 50 % (États-Unis, Israël et Estonie) à presque 75 % (pays nordiques et quelques autres en Europe continentale). En Suisse, deux tiers tout juste des ménages disposent d'un revenu moyen ; l'Allemagne, la France et l'Autriche présentent des taux analogues.

## Le sentiment d'appartenance varie

Dans les États de l'OCDE, près de sept personnes sur dix en moyenne se rangent dans la classe moyenne. L'auto-estimation révèle cependant de grandes différences selon le pays<sup>2</sup>. Ainsi, au Portugal et au Royaume-Uni, seule 30 à 40 % de la population déclare appartenir à la cette catégorie. Au Danemark, en Islande et aux Pays-Bas, la proportion atteint en revanche presque 90 %. Avec 82 %, la Suisse occupe la quatrième place sur la liste.

### Avertissement des auteurs

Les vues exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement la position de l'Organisation de collaboration et de développement économiques (OCDE) ou de ses États membres.

1 OCDE (2017).  
2 Curtis (2016).  
3 Evans et Kelley (2004).  
4 OCDE (2016).  
5 Pew Research Center (2017).



D'une façon générale, il existe un lien entre la proportion de la population à revenu moyen et celle des gens qui estiment faire partie de la classe moyenne. Toutefois, dans la plupart des pays, le nombre de personnes pensant y appartenir est plus élevé que ne le laisseraient entendre les données relatives aux revenus (voir illustration 3). Des études portant sur le sentiment subjectif d'appartenance à telle ou telle catégorie sociale mettent souvent ce phénomène en relation avec un « biais en faveur de la classe moyenne » : les gens s'identifient à la classe moyenne, quelle que soit leur situation financière et économique<sup>3</sup>.

Les indicateurs subjectifs révèlent que les ménages de la classe moyenne portent un regard de plus en plus pessimiste sur leur situation financière. Aux États-Unis et au Canada, la proportion de personnes considérant appartenir à la classe moyenne a fortement décliné ces dernières années. Celle des gens s'estimant membres d'une classe sociale inférieure a augmenté d'autant<sup>4</sup>.

Aux États-Unis, le sentiment d'appartenir à la classe moyenne s'amoindrit constamment. Pendulaires à New York.

Le pessimisme règne aussi en ce qui concerne l'avenir. Dans la plupart des pays de l'OCDE, plus de la moitié de la population présume qu'à l'âge adulte, la situation financière des enfants actuels sera pire que celle de leurs parents<sup>5</sup>.

### Une contraction dans les années nonante

Les enquêtes sur les revenus des ménages confirment que la classe moyenne s'est contractée très fortement vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les pays de l'OCDE, la part des revenus moyens par rapport à l'ensemble de la population est tombée en moyenne de 63 % au milieu des années quatre-vingts à 61 % au début des années 2000. Depuis lors, elle est restée relativement stable.

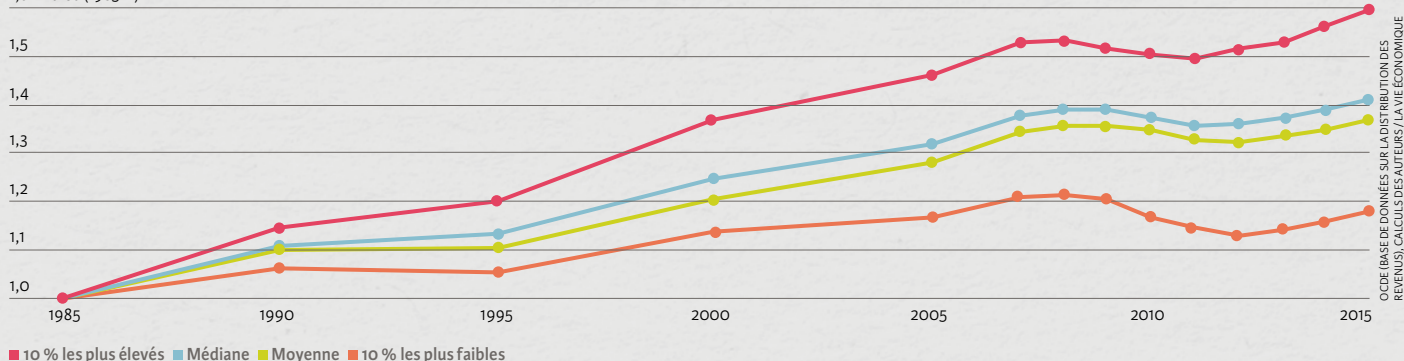
La proportion de la classe moyenne s'est nettement réduite depuis les années quatre-vingts en Allemagne, Finlande, Pologne, Slovaquie et Suède. En Slovaquie et en Pologne, le recul s'est opéré pendant la transition économique des années nonante, comme cela a été le cas dans d'autres pays d'Europe de l'Est. En Suède et en





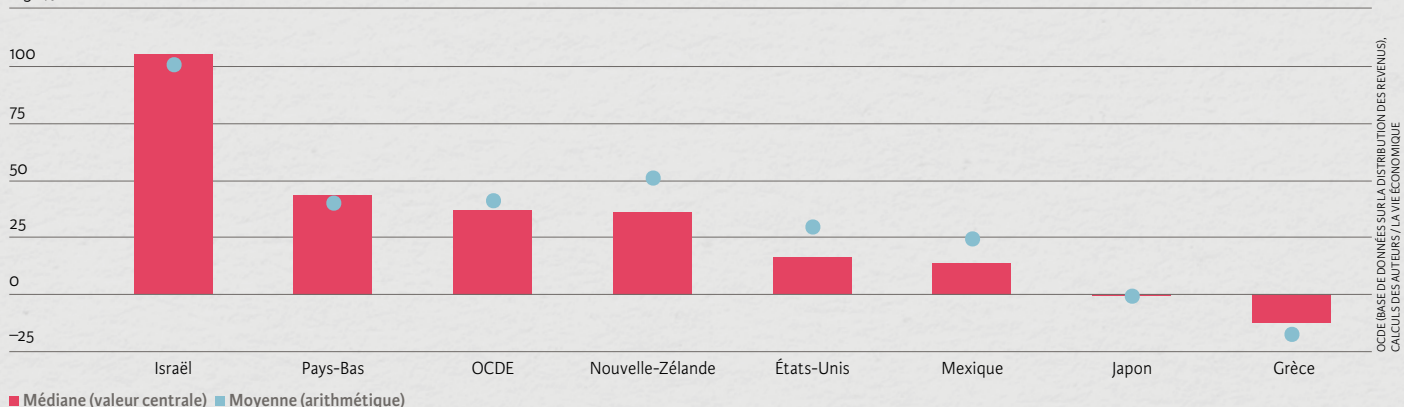
### III. 1. Croissance du revenu réel par catégorie de revenu (moyenne de l'OCDE, 1985–2015)

1,6 Indice (1985=1)



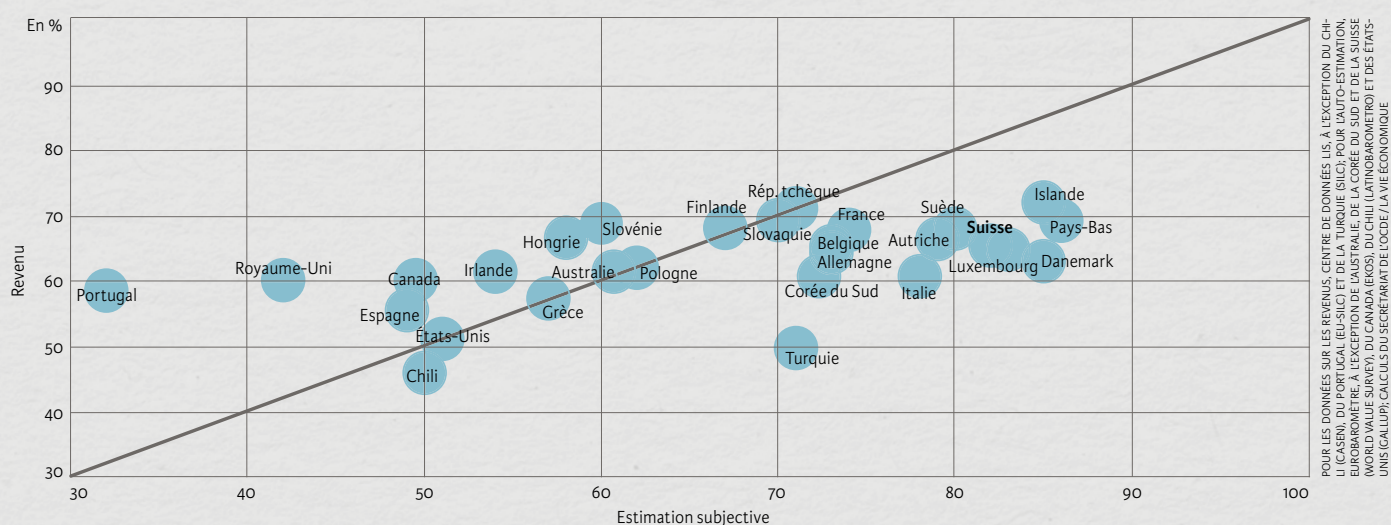
### III. 2. Croissance du revenu moyen et du revenu médian dans quelques États de l'OCDE (1985–2015)

125 %



Les données se rapportent à l'ensemble de la population et se fondent sur les revenus disponibles, corrigés en fonction de la taille du ménage. La moyenne de l'OCDE prend en compte 17 pays : Allemagne, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Royaume-Uni, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Suède.

### III. 3. Revenus moyens et estimation subjective, par pays



La classe moyenne se définit comme la partie des ménages disposant d'un revenu situé entre 75 % et 200 % du revenu médian. Le groupe de la population qui se déclare subjectivement membre de la classe moyenne comprend les personnes se considérant comme telles. Les données concernant les revenus se rapportent à 2013, à l'exception du Canada (2010), de la Corée (2006), de l'Allemagne (2014), du Mexique (2012) et de la Suisse (2012).

Finlande, le plus fort recul s'est fait sentir durant la seconde moitié des années nonante, suite à la récession dans les pays nordiques. En Allemagne, la part de la classe moyenne diminue assez continuellement. En Suisse, elle n'a baissé que légèrement, passant de 65,4 % dans les années quatre-vingts à 64,5 % en 2013.

Cette contraction s'est accompagnée d'une expansion presque équivalente des catégories inférieure et supérieure. Là encore, les différences d'un pays à l'autre sont considérables. En Allemagne, la réduction du groupe des revenus moyens a profité à égalité aux catégories inférieure et supérieure. Aux États-Unis, en revanche, les classes supérieures ont crû presque deux fois plus que le groupe à faible revenu. En France, la faible hausse des revenus moyens est allée de pair avec un recul correspondant des revenus inférieurs. En Suisse, la légère diminution des revenus moyens s'est accompagnée d'une expansion comparable des revenus inférieurs, alors que la proportion des revenus supérieurs est restée globalement stable ces dernières années, malgré quelques fluctuations.

Le poids économique de la classe moyenne a diminué plus fortement que sa présence dans la population. Ainsi, la part des revenus moyens dans le revenu total a baissé de 3 points de pourcentage, alors que la proportion de personnes à revenu moyen diminuait de 2 points seulement. Ce phénomène a profité exclusivement aux revenus supérieurs. Depuis le changement de millénaire, la part des revenus moyens s'est nettement réduite au Danemark, en Allemagne et aux États-Unis.

Dans ce dernier pays, la part de la classe moyenne dans le revenu total a même reculé de presque 14 points de pourcentage depuis 1985. À l'opposé, elle a crû considérablement en Norvège, au Mexique et en Estonie.

## La classe moyenne vieillit

Le taux de retraités a augmenté substantiellement dans la classe moyenne, alors que celui de toutes les autres tranches d'âge a baissé. Cela traduit, d'une part, l'amélioration de la prévoyance-vieillesse pour les nouveaux retraités. D'autre part, il faut y voir le fait que de plus en plus de personnes continuent à travailler au-delà de l'âge de la retraite.

De moins en moins de familles parviennent à accéder à la classe moyenne. Ces dernières décennies, le pourcentage de familles avec enfants a baissé dans la catégorie des revenus moyens, alors qu'il augmentait dans celle des revenus inférieurs. L'évolution s'est faite en sens inverse en ce qui concerne la proportion de célibataires et de couples sans enfants dans la classe moyenne.

La polarisation croissante du marché du travail et l'apparition de nouveaux types de métiers à également eu sa part dans l'érosion de la classe moyenne. Au cours des dernières décennies, de nombreux emplois moyennement qualifiés ont été éliminés par les nouvelles technologies. En même temps, le développement technique en a créé d'autres aux extrémités inférieure et supérieure de l'échelle des qualifications et des salaires, cela au détriment des emplois médians<sup>6</sup>.

Parallèlement à la perte d'emplois moyennement qualifiés au cours des 25 dernières années, on assiste à une recrudescence des emplois atypiques – par exemple, postes temporaires, travail à temps partiel et activité indépendante. Cette évolution, qui a aussi contribué à la polarisation de l'emploi, s'est accélérée après la crise économique<sup>7</sup>.

## Augmentation du coût de la vie

La classe moyenne est aussi échauffée par l'augmentation du coût de la vie. De plus en plus de gens ont de la peine à maintenir un « style de vie typique de la classe moyenne ». Les prix de quelques « biens de consommation traditionnels » de cette catégorie ont augmenté beaucoup plus vite que les revenus moyens ou l'inflation. Dans de nombreux pays, par exemple, la propriété du logement passe pour une caractéristique de la classe moyenne. Or, en raison de la hausse rapide des prix de l'immobilier, de moins en moins de personnes peuvent se l'offrir, en particulier les jeunes.

Sur le plan de la consommation, les exigences des familles de la classe moyenne ont augmenté. D'après les constats d'anthropologues, de sociologues et, tout récemment, d'économistes, cela tient partiellement au fait que cette catégorie imite le style de vie de la classe supérieure. En agissant ainsi, les membres de la

<sup>6</sup> Autor (2015).

<sup>7</sup> OCDE (2014) et OCDE (2015).



classe moyenne chercheraient à préserver leurs chances et celles de leurs familles.

Ce phénomène est qualifié de « dépenses en cascade » ou de « consommation par égouttement »<sup>8</sup>. Ainsi, certaines familles de la classe moyenne imaginent que, sur un marché du travail de plus en plus compétitif, qui exige des qualifications toujours plus élevées, il leur faut investir encore davantage dans la qualification et la formation. Par conséquent, elles misent de plus en plus sur des formations payantes en école privée, à l'université ou dans le cadre d'activités extrascolaires, pour offrir des chances supplémentaires à leurs enfants. Tout cela a un coût qui grève le budget des familles de la classe moyenne et entraîne parfois un endettement insupportable.

### Politique de la formation, de l'emploi et de la fiscalité

Les dépenses de formation sont en principe un bon investissement, du point de vue tant personnel que social. Il est donc d'une importance cruciale d'améliorer les qualifications de la main-d'œuvre et de les mettre à jour pour restaurer les chances de la classe moyenne. À cet effet, il faut accorder en pratique les stratégies aux ressources et aux besoins. Pour ce qui est de la Suisse, l'initiative de la Confédération visant à combattre la pénurie de personnel qualifié comprend diverses mesures destinées à améliorer aussi bien les qualifications que la compabili-

té entre travail et famille, et à créer de bonnes conditions pour l'activité des travailleurs âgés.

Si l'on veut promouvoir en outre une croissance intégrative, une politique fiscale bien conçue axée sur la classe moyenne joue aussi un rôle important. Le revenu réel et les possibilités d'emploi de la classe moyenne pourraient s'améliorer avec des allègements fiscaux en faveur des personnes à revenu faible ou moyen, un soutien à la garde d'enfants et des congés parentaux pour personnes actives. Transposé en Suisse, cela signifie que l'élimination des distorsions fiscales et l'encouragement de l'offre d'accueil extrafamilial permettraient d'augmenter la main-d'œuvre féminine et la productivité<sup>9</sup>.

Stabiliser les coûts du logement améliorerait également le niveau de vie de la classe moyenne. En Suisse, l'on pourrait par exemple renforcer la densification de l'habitat en revoyant les directives de l'aménagement du territoire et en diffusant de meilleures informations à l'endroit des propriétaires fonciers<sup>10</sup>.



**Michael Förster**

Économiste en chef,  
division de l'emploi et des  
revenus, OCDE, Paris

**Horacio Levy**

Économiste, division de  
l'emploi et des revenus,  
OCDE, Paris

<sup>8</sup> Frank, Levine et Dijk (2014); Bertrand et Morse (2016).  
<sup>9</sup> OCDE (2015).  
<sup>10</sup> OCDE (2015).

### Bibliographie

Autor D., « Why Are There Still So Many Jobs? The History and Future of Workplace Automation », *Journal of Economic Perspectives*, 29(3), 2015, pp. 3–30.  
Bertrand M. et Morse A., « Trickle-Down Consumption », *Review of Economics and Statistics*, 98(5), 2016, pp. 863–879.  
Curtis J., « Social Mobility and Class Identity: The Role of Economic Conditions in 33 Societies », *European Sociological Review*, 32(1), 2015, pp. 108–121.

Evans M. et Kelley J., « Subjective Social Location: Data From 21 Nations », *International Journal of Public Opinion Research*, 16(1), 2004, pp. 3–38.  
Frank R., Levine A. et Dijk O., « Expenditure Cascades », *Review of Behavioral Economics*, 1(1–2), 2014, pp. 55–73.  
OCDE, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014*, Paris, 2014.  
OCDE, *Tous concernés: Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Paris 2015.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE: Suisse 2015*, Paris 2015.  
OCDE, *Meeting of the OECD Council at Ministerial Level: Key Issues Paper*, Paris, 2017.  
Pew Research Center, *Children's Financial Future, Global Attitudes Survey*, 2017.